

**ARRETÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société SAVOIE PAN
Commune de TOURNON**

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 autorisant la société SAVOIE PAN à exploiter un site dont l'activité est le broyage de bois et de déchets de bois, sur la zone industrielle de Frontenex, commune de TOURNON ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 novembre 2017, faisant suite à une visite d'inspection du 29 août 2017 et transmis à l'exploitant par courrier du 8 novembre 2017 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 février 2002 n'est plus adapté au site et que le dossier de mise à jour transmis le 3 février 2017 n'est plus valide, étant donné les constats effectués lors de l'inspection du 29 août 2017 et des dernières modifications évoquées par l'exploitant, en infraction aux dispositions de l'article 1er - § 1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 ; .

CONSIDERANT que lors de la visite du 29 août 2017 l'inspecteur a constaté l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie, en infraction aux dispositions de l'article 2 - § 6.3 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société SAVOIE PAN, représentée par son président, M. Marco AVARO, et dont le siège social est établi zone industrielle de Frontenex, sur la commune de Tournon, et qui exploite à la même adresse une activité de broyage de bois et de déchets de bois, est mise en demeure, sous 1 mois, de :

- Mettre en place les moyens de lutte contre l'incendie appropriés au site (volume total de bois ou de déchets de bois de 5000 m³) ;

- Transmettre un dossier complet de mise à jour de son autorisation d'exploiter, définissant notamment de manière conclusive les modalités de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble du site et les ressources incendie, et précisant en particulier les points suivants :
 - gestion quantitative / effet tampon avant rejet des eaux au milieu naturel
 - gestion qualitative : modalités de pré-traitement des eaux et contrôle de leur qualité
 - confinement des eaux d'extinction d'incendie souillées, en cohérence avec les besoins en eau définis par le SDIS
 - utilisation du bassin en tant que réserve incendie le cas échéant, sous réserve d'un dimensionnement justifié et d'un accord du SDIS.

Article 2

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé, la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Tournon.

Chambéry, le 2277 NOV. 2017

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER